

La nouvelle Loi fédérale sur la protection de l'environnement garantit aux Canadiens un rôle dans la prise de décisions qui touchent leur environnement.

Le programme de l'ACDI alloue chaque année plus de 900 millions de dollars à des projets conçus pour améliorer la gestion de ressources renouvelables et non renouvelables dans les pays en développement.

Nous continuerons à inciter les banques multilatérales de développement à s'attarder davantage aux préoccupations environnementales, plus particulièrement en ce qui touche la conception et la mise en application de projets. L'année dernière, nous avons suggéré que la Banque mondiale diffuse davantage de renseignements au sujet de l'incidence de ses activités sur l'environnement; qu'elle élabore des critères relatifs à ses prêts lorsqu'ils touchent des ressources aussi primordiales que les forêts tropicales humides, et qu'elle fasse la promotion de méthodes novatrices adoptées dans le Tiers-Monde pour financer la protection de l'environnement.

En juin dernier, Toronto a été l'hôte d'une conférence mondiale sur le thème de l'atmosphère en évolution. Le travail qui a été amorcé à cette occasion est maintenant repris par le Groupe intergouvernemental sur le changement climatique, sous les auspices de l'Organisation météorologique mondiale et du PNUE. Une conférence mondiale de suivi sur la question aura lieu l'an prochain.

Mon collègue Lucien Bouchard a proposé devant les Nations Unies la création d'un droit international de l'atmosphère semblable à l'entente historique sur le droit de la mer. Il y a trois mois, le Canada a été l'hôte d'une réunion internationale d'experts juridiques dont l'objet était d'élaborer et de codifier des principes juridiques internationaux visant à protéger l'atmosphère.

La Conférence de Montréal sur la protection de la couche d'ozone a été suivie au printemps, à Londres, par une réunion ministérielle dont le but était de trouver des produits pour remplacer ceux actuellement utilisés qui nuisent à la couche d'ozone.

En mars dernier, le premier ministre Mulroney a assisté à un sommet environnemental à La Haye, où un nombre impressionnant de dirigeants mondiaux ont exprimé leur intention de considérer le changement climatique global comme une préoccupation politique de premier plan. Ces questions seront à l'ordre du jour du Sommet de la francophonie, qui se tiendra à Dakar la semaine prochaine, et à celui de l'OCDE à Paris la semaine suivante et enfin en juillet au programme du Sommet économique.